

## LA SOLIDARITE A JOUE BRISANT TOUTES LES COLLUSIONS

Cette lutte a revêtu un caractère exemplaire et quasi symbolique. Elle a témoigné de la réalité de la lutte de classes, car elle a été un affrontement particulièrement sévère entre le haut patronat et la classe ouvrière !

La C.G.E., en liaison étroite avec le C.N.P.F., a voulu en faire un test de sa politique de coup d'arrêt aux revendications syndicales. Elle a usé de tous les moyens et subterfuges en son pouvoir : recours à la justice puis à la police pour faire évacuer l'usine occupée et affirmer son droit de propriété et la fameuse « liberté du travail » ; tentatives pour dissocier la masse des grévistes des directions syndicales ; refus de reconnaître les délégués syndicaux fédéraux comme interlocuteurs valables. La C.G.E. a tout tenté pour discréditer les délégués responsables et briser dans l'usine l'organisation syndicale acceptée à contre-cœur en mai 68.

Face à cette volonté délibérée et provocatrice, le pouvoir a clairement montré sa collusion avec le patronat. Prompt à répondre à l'appel des patrons, à user de la force pour les aider, il s'est montré d'une singulière mollesse pour faire céder une direction obstinée. Les péripéties de la négociation-marathon de ces derniers jours à Paris soulignent à nouveau que la médiation des pouvoirs publics est une mystification.

### Un protectorat réveillé

En revanche, la réaction de l'ensemble de la population laborieuse, ouvriers, paysans, petits commerçants, employés, enseignants, jeunes, etc., a été remarquablement unanime. Ainsi se trouve justifiée l'analyse selon laquelle, en cas de lutte dure, un clivage se manifeste entre deux forces antagonistes. La prise de conscience qui en est résultée est sûrement un résultat durable qui ne manquera pas d'avoir des conséquences politiques dans l'immédiat.

Une autre prise de conscience importante a été la **dimension régionale de la lutte**. C'est une des raisons de l'extension inespérée du mouvement de solidarité. Le Joint Français est devenu, en quelques semaines, le symbole de la forme d'exploitation à laquelle la Bretagne est soumise, comme d'autres régions défavorisées de France. Le contraste entre les cadeaux consentis à l'installation et les salaires imposés aux ouvriers, a choqué

l'opinion publique autant que l'intervention de la force armée. Cette opinion publique s'est également rendu compte d'un autre fait : l'impossibilité d'apprécier exactement le bilan de l'entreprise locale, étant donné les liens existant entre elle et l'usine de Bezons d'une part, entre l'ensemble du Joint Français et la C.G.E. de l'autre. L'absence des dirigeants responsables réfugiés à Paris a souligné l'aspect quasi colonial de cette exploitation. Les menaces de fermeture, ce chantage odieux, ont souligné le mépris des grosses firmes pour les situations locales, régionales ou même nationale. L'extension de la solidarité a pris ainsi la forme d'une protestation de la Bretagne entière à l'exploitation d'un capitalisme extérieur à la région.

Quelle est l'attitude des organisations syndicales et politiques ? La C.F.D.T., majoritaire dans l'usine, a mené le combat sous l'impulsion de l'U.D. et de son secrétaire Jean Lefaucheur. Prise entre le frein de la C.G.T. (aidée de la F.E.N. à direction communiste) et les coups d'épée d'une avant-garde « gauchiste », elle a parfois paru ménager trop la C.G.T., mais dans l'en-

semble son attitude s'est avérée efficace et opportune.

Les syndicats agricoles (F.D.S.E.A. et C.D.J.A.) entraînés par leurs éléments les plus dynamiques, sont intervenus très rapidement, réalisant pour la première fois à cette échelle dans le département l'alliance ouvriers-paysans. Ils continuent à approvisionner les grévistes en denrées alimentaires.

### Loin de la peur du rouge

La C.G.T. et le P.C., flanqués de la F.E.N., sont obsédés par la hantise des « provocations gauchistes ». Le P.C. a refusé de participer au comité de soutien pour cette raison, et ses responsables et militants sont absents de la direction de la grève. Ils ne sont guère apparus que sur les tribunes des meetings... ou dans la campagne du référendum à laquelle ils ont consacré prioritairement leurs efforts.

Le P.S. cautionne le comité de soutien mais n'est pas davantage présent dans l'action.

Des ouvriers maoïstes ont joué un rôle dans le déclenchement et le durcissement de la grève et, dans l'ensemble, le courant des jeunes maoïstes (ou apparentés) a contribué à maintenir la volonté de lutte. Mais leur volonté de déborder les organisations (sans reculer devant la calomnie), leurs querelles doctrinales fréquentes avec la Ligue Communiste, ont parfois provoqué des incidents de nature à compromettre l'action.

La Ligue, très faiblement implantée à Saint-Brieuc, a rameuté ses militants et ses permanents, parfois de très loin, pour impulser l'action du comité de soutien, et aussi... pour tenter de donner l'impression que la Ligue menait la grève.

### Le PSU dans la lutte

Quant au P.S.U., il a agi à plusieurs niveaux.

Le conseil municipal de Saint-Brieuc, sous l'impulsion de nos camarades, a pris dès le début de la grève, une position de classe très nette, d'une façon qui fut comprise et admise par la population, et qui a contribué efficacement à entraîner celle-ci dans la solidarité. Au conseil général, les interventions de Yves Le Foll (applaudies par les délégués ouvriers présents) sont allées dans le même sens.

Nos camarades ont agi, cela va sans dire, à l'intérieur des syndicats. Le parti est apparu enfin en tant qu'organisation par son action à l'intérieur du comité de soutien, et par plusieurs interventions publiques. Il faut souligner que la fédération dispose d'un hebdomadaire pour répercuter de façon assez rapide et assez large toutes nos prises de position. Ce sont nos camarades que l'on trouve aussi à l'origine de certaines initiatives (exemple : le soutien d'un conseil municipal éloigné du Joint qui a fait tâche d'huile).

On peut signaler une action menée par le comité de soutien, le jour du référendum, et qui a consisté à vendre des cartes de solidarité du Joint Français à l'extérieur des bureaux de vote, avec des pancartes invitant à ne pas observer de trêve électorale dans la lutte de classe. Les conseillers municipaux de Saint-Brieuc (à l'exception des communistes) s'étaient abstenus de présider leur bureau de vote, et certains camarades participaient à la collecte à la porte même de leur bureau habituel.



La distribution de pain aux grévistes devant l'usine (photo AFP).